



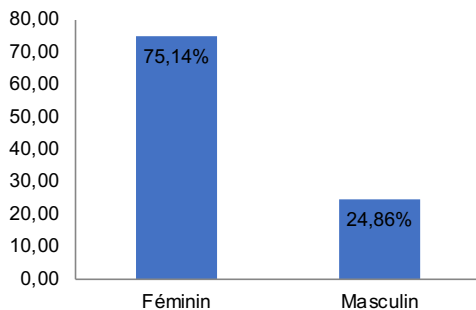
Résultats de la consultation citoyenne sur la participation de la femme au développement

A l'initiative du Ministère de la Solidarité, de l'Insertion sociale et de la Famille (MSISF), le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a lancé un sondage à travers sa plateforme numérique «Ouchariko» pour recueillir les avis et les perceptions des citoyens sur les voies et les moyens d'éliminer les obstacles à la pleine participation des femmes au développement. La consultation était ouverte du 16 au 29 janvier 2023. 143239 personnes ont participé à la consultation, dont 1302 ont répondu au questionnaire.

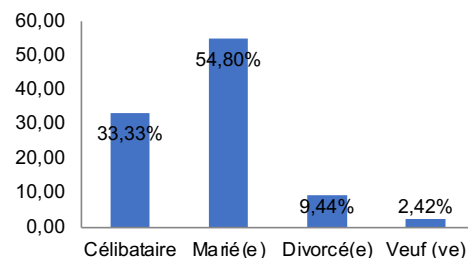
Profil socio-démographique des participant(e)s au questionnaire

Parmi les répondants au questionnaire, les femmes (75,14%) ont été trois fois plus nombreuses à répondre au questionnaire que les hommes (24,86%), ce qui dénote un intérêt appuyé de cette tranche de la société pour le sujet de la consultation, ainsi que de la volonté d'émettre un avis fondé sur l'expérience vécue. Les femmes sont ainsi largement sur-représentées dans l'échantillon par rapport à leur poids dans la population légale du Maroc (50,19%).

Graphique 1 : Répartition genre des participant(e)s



Graphique 2 : Situation familiale des participant(e)s

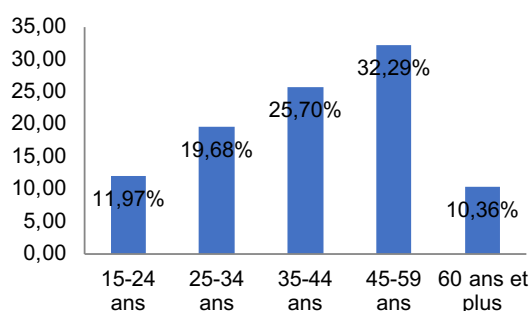


En ce qui a trait à l'âge des participant.e.s, près de 58% se situent dans la tranche d'âge de 35 à 59 ans, ce qui est en cohérence avec le statut professionnel et la situation familiale déclarés. En effet, 63,33% des répondants sont cadres, entrepreneurs ou exercent des professions libérales, et 54,80% parmi elles/eux sont marié.e.s.

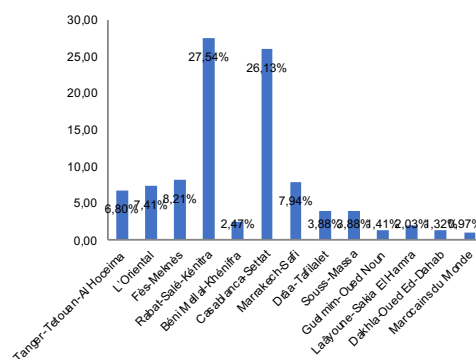
La majorité des répondants réside dans le milieu urbain (91,12%), présentant une forte concentration (53,66%) dans deux régions: Rabat-Salé-Kénitra (27,54%) et Casablanca-Settat (26,13%).

En ce qui concerne le niveau d'éducation, 82,53% des participant(e)s ont un niveau d'instruction supérieur, tandis que 10,53% sont issu(e)s d'un cursus de formation professionnelle.

Graphique 3 : Répartition des participant(e)s par âge

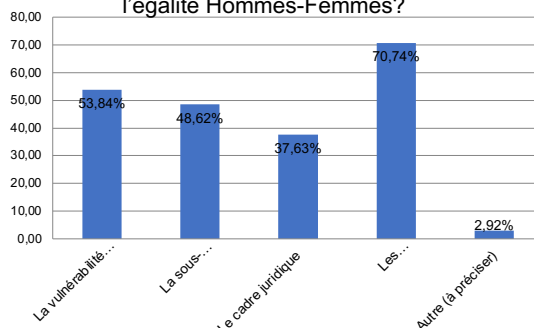


Graphique 4 : Répartition des participant(e)s par région



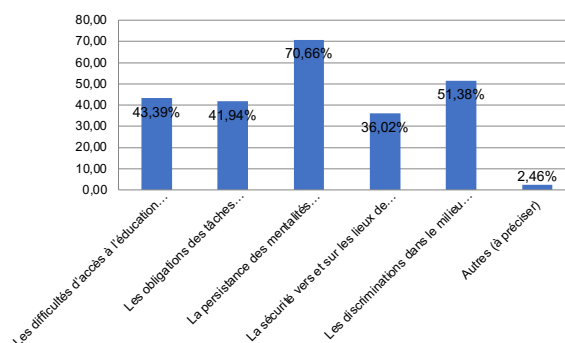
Résultats du sondage : Egalité Hommes-Femmes

D'après-vous, quels sont les obstacles à l'égalité Hommes-Femmes?

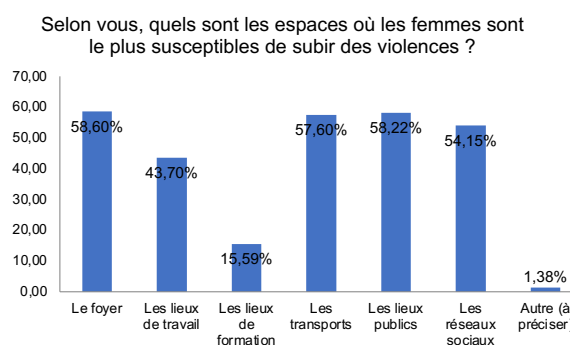
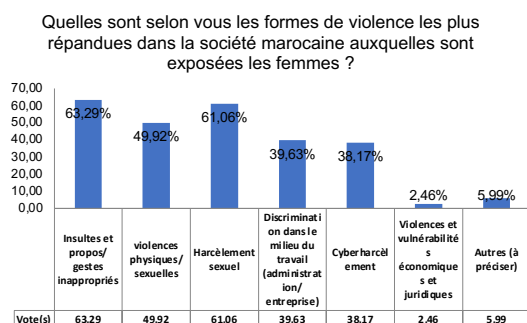


Selon 70,74% des participant(e)s, les représentations socio-culturelles constituent le principal obstacle à l'égalité Hommes-Femmes, suivies de loin par la vulnérabilité économique des femmes (53,84%), la sous-représentation des femmes dans les postes de responsabilité (48,62%), et le cadre juridique (37,63%).

Quels sont selon vous les principaux obstacles à l'autonomisation économique des femmes?



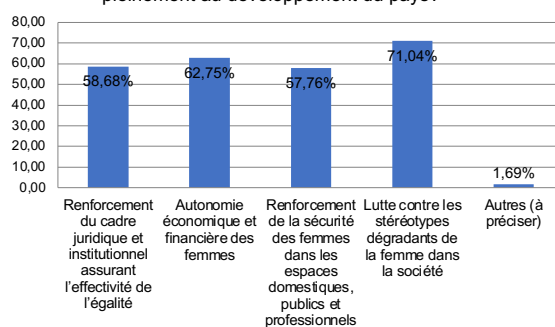
S'agissant des obstacles à l'autonomisation économique des femmes, les répondants considèrent, à hauteur de 70,66%, que la persistance des mentalités patriarcales envers les femmes constitue le principal obstacle à leur autonomisation économique, nettement devant les discriminations dans le milieu professionnel (51,38%), les difficultés d'accès à l'éducation et à la formation (43,39%), les obligations et les tâches ménagères (41,94%), ainsi que la sécurité vers et sur les lieux de formation et de travail (36,02%).



Les insultes et propos/gestes inappropriés (63,29%), ainsi que le harcèlement sexuel (61,06%), constituent selon les participant(e)s les principales formes de violence auxquelles sont exposées les femmes dans la société marocaine. Les violences physiques/sexuelles (49,92%), les discriminations dans le milieu du travail (39,63%) et le cyberharcèlement (38,17%) constituent des formes de violence qui préoccupent près de la moitié des répondants.

Les espaces domestiques (58,60%), publics (58,22%), ou virtuels (54,15%), de même que les moyens de transport (57,60%), sont tout autant concernés par les phénomènes de violence envers les femmes, d'après les déclarations des répondants.

Quels sont selon vous les axes prioritaires sur lesquels il faut agir pour permettre à la femme de participer pleinement au développement du pays ?



Selon les répondants, la lutte contre les stéréotypes dégradants de la femme dans la société occupe la première place (71,04%) en tant qu'axe prioritaire sur lequel il faut agir pour permettre à la femme de participer au développement du pays, talonné par l'autonomie économique et financière (62,75%), le renforcement du cadre juridique et institutionnel assurant l'effectivité de l'égalité (58,68%), et le renforcement de la sécurité des femmes dans les espaces domestiques, publics et professionnels (57,76%).

Conclusions

La thématique de la consultation a suscité un vif intérêt auprès des citoyennes et des citoyens, qui ont massivement participé au sondage. Les femmes ont été plus nombreuses que les hommes à répondre au questionnaire. La communauté des répondants représente un segment très spécifique de la société, composé de citoyen(ne)s, actif(ve)s et instruit(e)s, avec une concentration dans 2 des 12 régions du Maroc. Toutefois, si le collectif des participant(e)s n'est pas représentatif de la population marocaine dans son ensemble, il permet de fournir une idée claire sur les perceptions d'un segment cohérent et homogène, avec un nombre de réponses suffisant pour garantir la pertinence des informations recueillies.

Les facteurs culturels se dégagent de manière nette et prépondérante en tant que principal obstacle à l'égalité Hommes-Femmes (70,74%) et à l'autonomisation des femmes (70,66%). Il est donc parfaitement cohérent que les répondants aient désigné la lutte contre les stéréotypes dégradants de la femme dans la société (71,04%) comme étant l'axe d'intervention principal pour promouvoir la participation de la femme au développement.

Les participant(e)s témoignent d'une sensibilité particulière aux différentes formes de violence subies par les femmes, et estiment que ces violences sont susceptibles de se produire dans des différents lieux et espaces.